

**Cycle de conférences :**  
**Les réformes de la régulation financière**  
**dans l'Union européenne après la crise**  
*L'articulation entre les autorités européennes*  
*de surveillance et les régulateurs nationaux*

**Jeudi 17 septembre 2015**

**Partenaire**

# Introduction

---

**Marcel Roncin**

*Président*

**AFTI**

# Introduction

---

**Augustin Boujeka**

*Maître de Conférence  
à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense*

**Membre du CEJEC**

## Programme

### 14h30 **Introduction**

**Marcel Roncin**, Président de l'**AFTI**

**Augustin Boujeka**, Maître de conférences à l'**Université Paris Ouest Nanterre**

**La Défense**, Membre du **CEJEC**

### 14h40 **Présentation générale de l'articulation entre les autorités européennes de surveillance et les régulateurs nationaux**

**Régis Vabres**, Professeur à l'**Université de Bourgogne**, Vice-doyen de la Faculté de droit

### 15h05 **Analyse de la régulation transfrontalière des conglomérats financiers**

**Myriam Roussille**, Professeur à l'**Université du Mans**

### 15h30 **Table ronde – Animée par : Karima Lachgar**, Délégué Général, **AFTI**

**Enjeux et perspectives liés à l'articulation des pouvoirs entre autorités européennes de supervision et régulateurs nationaux**

#### **Intervenants :**

- **Marie Gillouard**, Responsable « Droit européen », Département Juridique et Conformité, **FBF**
- **Guillaume Eliet**, Secrétaire Général Adjoint, **AMF**
- **Nicolas Peligry**, Adjoint au Directeur des affaires internationales, **ACPR**
- **Patrick Starkman**, Chargé des relations avec les institutions européennes et des relations internationales, **ESMA**

# Présentation générale de l'articulation entre les autorités européennes de surveillance et les régulateurs nationaux

---

**Régis Vabres**

*Professeur*

**Université de Bourgogne**

Vice-doyen de la Faculté de Droit

# Analyse de la régulation transfrontalière des conglomérats financiers

---

**Myriam Roussille**

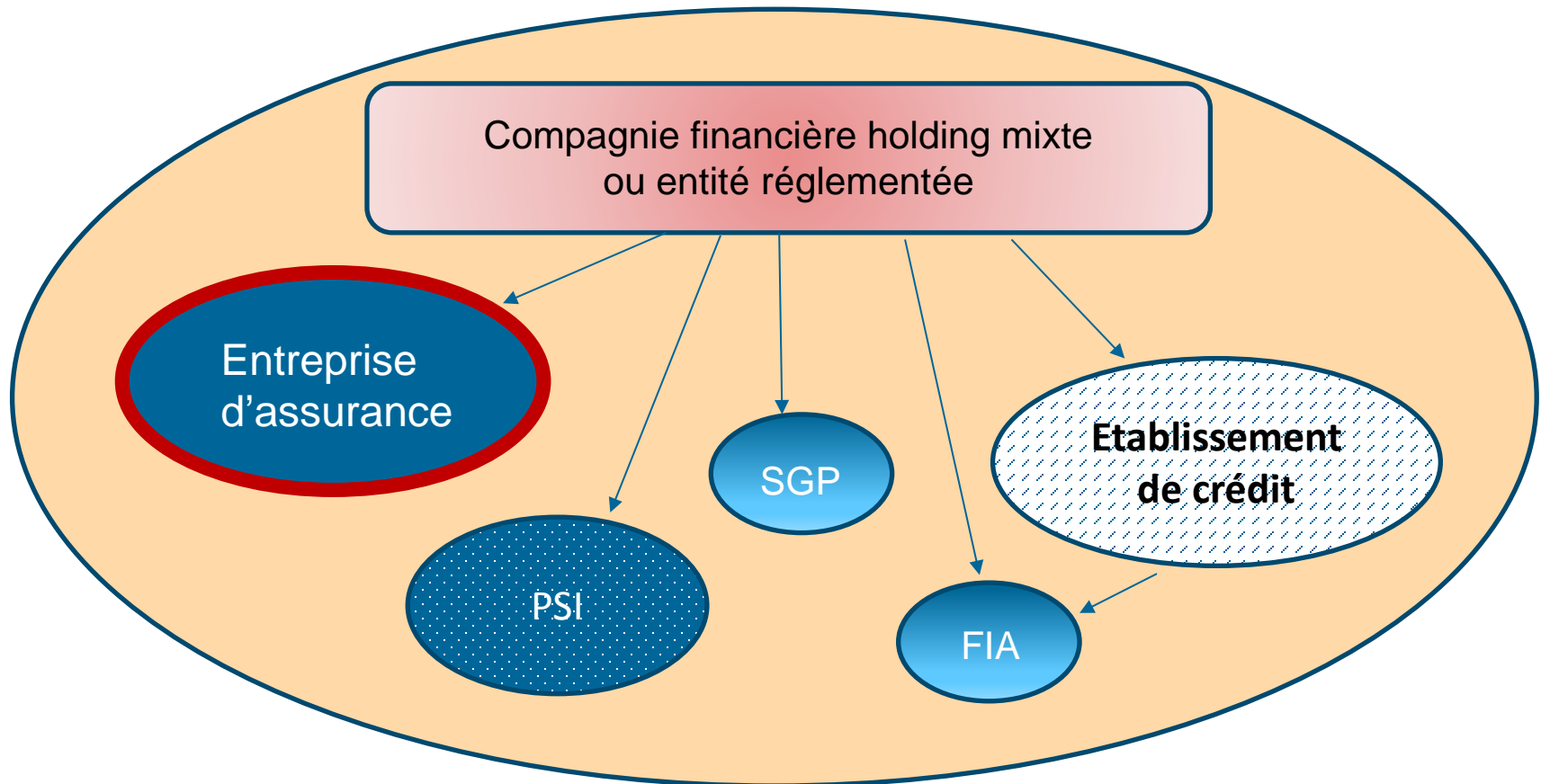
*Professeur*

**Université du Mans**



# Conglomérats financiers

= Groupe de sociétés formés d'entités réglementées



# Pourquoi les réguler ?

## Des risques particuliers

- **Risques de groupe**
  - Risque de contagion (transactions intra-groupe)
  - Concentration des risques
  - Risque de double emploi (fonds propres réglementaires)
- **Risques liés à la gouvernance**
  - Conflits d'intérêts,
  - Honorabilité et compétence des dirigeants des CFHM)

## Lacunes de la surveillance

- **Sectorielle** d'où les angles morts (risques de groupe + CFHM)
- **Nationale** alors que les conglomérats se déploient sur plusieurs pays



# Règlementation

## Travaux internationaux

- **1993** : Constitution d'un groupe tripartite au sein du Comité de Bâle
- **Juillet 1995** : Rapport de Swann
- **1996** : Création du *Joint Forum on Financial Conglomerates*
- **Janv. 2010** : Travaux du G-20 sur les entités mères

## Travaux européens

- **Fév. 1994** : Volonté de créer un cadre sur les conglomérats financiers
- **Mai 1999** : PASF – annonce de la volonté d'adopter une directive
- **Déc. 2002** : Adoption de la directive « FICOD » (dir. 2002/87/CE)
- Modifications de la directive : **2005** (Lamfalussy), **2008** (codécision), **2010** (intégration des compétences des AES), **2011** (renforcement du dispositif).

# Règlementation

## Directive FICOD

- Solvabilité et concentration des risques au niveau du conglomérat
- Transactions intragroupe
- Modalités de gestion interne des risques au niveau du conglomérat
- Honorabilité et compétence de la direction de l'entité mère

## Caractéristique de la surveillance

- **Complémentaire**
- **Transfrontalier**
- **Transsectoriel**

# Place des autorités nationales

## Autorité coordinatrice

- Désignation de l'autorité
  - si entité mère = entité réglementée → Autorité de l'entité réglementée
  - si entité mère = CFHM → Pluralité de critères (territorial puis quantitatif)
- Mission de l'autorité
  - Assurer la surveillance complémentaire
  - Coordonner les autorités nationales des autres entités du groupe
  - Reporting et interface avec le Comité mixte

## Autorités des entités

- Participent à la désignation de l'autorité coordonnatrice
- Participent aux échanges d'informations et collaborent à la mise en œuvre de la directive FICOD

# Place des autorités européennes

## Comité mixte des AES (*Joint committee*)

- AES transsectorielle
- Assure le relais :
  - avec les autorités compétentes des entités concernées (rôle centralisateur)
  - avec les AES (rôle coordinateur)

*Ex : Standards techniques du 18 déc. 2004*

- avec les personnes appartenant au conglomérat

## Comité des conglomérats financiers

- Fait le lien avec la Commission
- Sert de relais aux Etats membres

## Banque centrale européenne

# Table-Ronde

## Enjeux et perspectives liés à l'articulation des pouvoirs entre autorités européennes de supervision et régulateurs nationaux

### Animatrice :

**Karima Lachgar**, Délégué Général , **AFTI**

### Intervenants :

- **Marie Gillouard**, Responsable « Droit européen », Département Juridique et Conformité, **FBF**
- **Guillaume Eliet**, Secrétaire Général Adjoint, **AMF**
- **Nicolas Peligry**, Adjoint au Directeur des affaires internationales, **ACPR**
- **Patrick Starkman**, Chargé des relations avec les institutions européennes et des relations internationales, **ESMA**



# Une architecture européenne institutionnelle et organisationnelle revue en profondeur pour une surveillance plus intégrée du secteur bancaire et financier

## Rappel de quelques dates clés :

- ✓ **2008 : début de la crise économique et financière**
- ✓ **25 février 2009 : publication du rapport de Larosière sur la supervision financière qui formule 36 recommandations pour lutter contre les défaillances du système européen de surveillance et proposer des outils de gestion des crises dont la création d'un Système européen de surveillance financière (SESF) sous la forme d'un réseaux décentralisé chargé d'assurer :**
  - **1 surveillance microprudentielle au niveau européen et national: Règlements n° 1093/2010, n° 1094/2010 et n° 1095/2010 refondant les 3 comités consultatifs en ESAs (EBA, ESMA et EIOPA) + BCE depuis l'entrée en vigueur de l'Union Bancaire**
  - **1 surveillance macroprudentielle au niveau européen : Règlements n° 1092/2010 et n° 1096/2010 instituant le Conseil européen du Risque Systémique (CERS) dont la Présidence et le secrétariat sont assurées par la BCE**



# Une architecture européenne institutionnelle et organisationnelle revue en profondeur pour une surveillance plus intégrée du secteur bancaire et financier

## Rappel de quelques dates clés :

- ✓ 15 octobre et 22 octobre 2013 : Règlements 1024/2013 et 1022/2013 instituant le Mécanisme de Surveillance Unique bancaire (MSU ) dirigé par la BCE
- ✓ 1<sup>er</sup> janvier 2014 : entrée en vigueur du nouveau « paquet » CRD + autres mesures composant le 'Single Rulebook' s'imposant aux établissements de crédit et à certaines entreprises d'investissement
- ✓ 30 juillet 2014 : publication au JOUE du Règlement (UE) n°806/2014 établissant le Mécanisme de résolution unique (MRU) et le Fonds de résolution bancaire unique suite à l'accord entre le Conseil et le Parlement parvenu en mars 2014
- ✓ 11 mars 2014 : adoption par le Parlement européen d'une résolution sur le bilan du SESF

Source:ACPR

## Les 3 piliers de l'Union Bancaire européenne



UNION BANCAIRE



### SURVEILLANCE UNIQUE

Le Mécanisme de surveillance unique (MSU) fait de la Banque centrale européenne (BCE) le superviseur prudentiel central des établissements bancaires de la zone euro (environ 6000 banques) et des pays non-euro qui décident de participer au MSU. La BCE contrôle directement les plus grandes banques tandis que les autorités nationales continuent de superviser les autres banques. La principale tâche de la BCE et des autorités de supervision nationales, coopérant étroitement au sein d'un système intégré, est de vérifier que les banques respectent les règles bancaires européennes et de remédier aux problèmes avant qu'ils ne deviennent critiques.

→ [Lire plus](#)



### RÉSOLUTION UNIQUE

Le Mécanisme de résolution unique (MRU) s'applique aux banques couvertes par le MSU. Dans les cas où une banque devrait faillir en dépit de sa surveillance renforcée, le mécanisme permettra une gestion plus efficace de sa résolution, via un [Conseil de résolution unique](#) et un Fonds de résolution unique financé par le secteur bancaire.

L'objectif est de garantir une résolution ordonnée des banques défaillantes, en réduisant au minimum la charge qui pourrait retomber sur les contribuables et l'économie réelle.

→ [Lire plus](#)



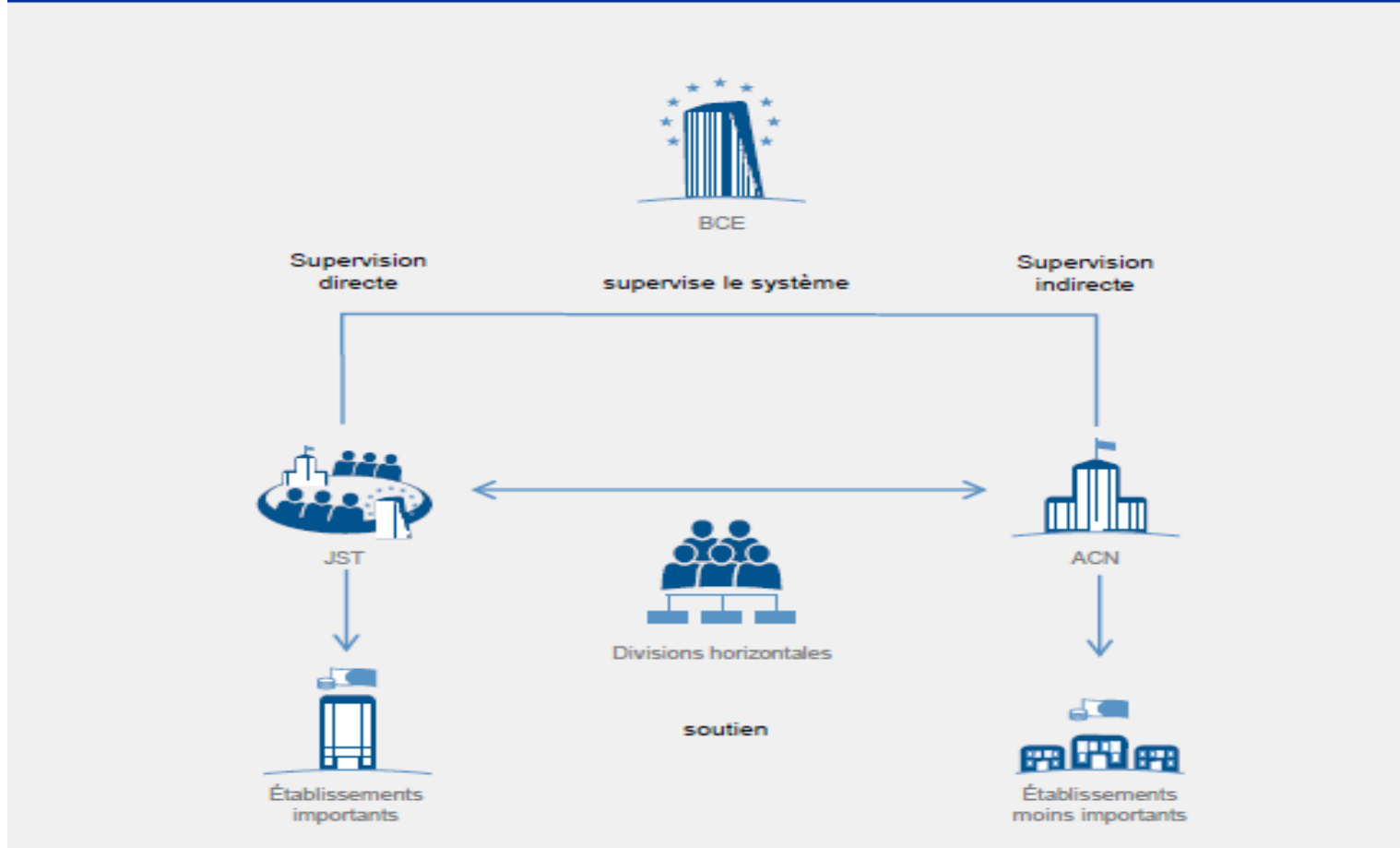
### RÈGLEMENT UNIFORME

Le «règlement uniforme» constitue le socle de l'Union bancaire. Il s'agit d'un ensemble de textes législatifs que toutes les institutions financières (dont environ 8300 banques) dans l'UE doivent respecter. Ces règles définissent notamment les exigences en fonds propres pour les banques, la protection des déposants, et le cadre de redressement et de résolution des banques défaillantes.

Source: Commission Européenne

## L'articulation des pouvoirs de surveillance entre BCE et ANC dans le cadre de l'Union bancaire

**Figure 1 La répartition des missions au sein du MSU**



Source: Banque Centrale Européenne

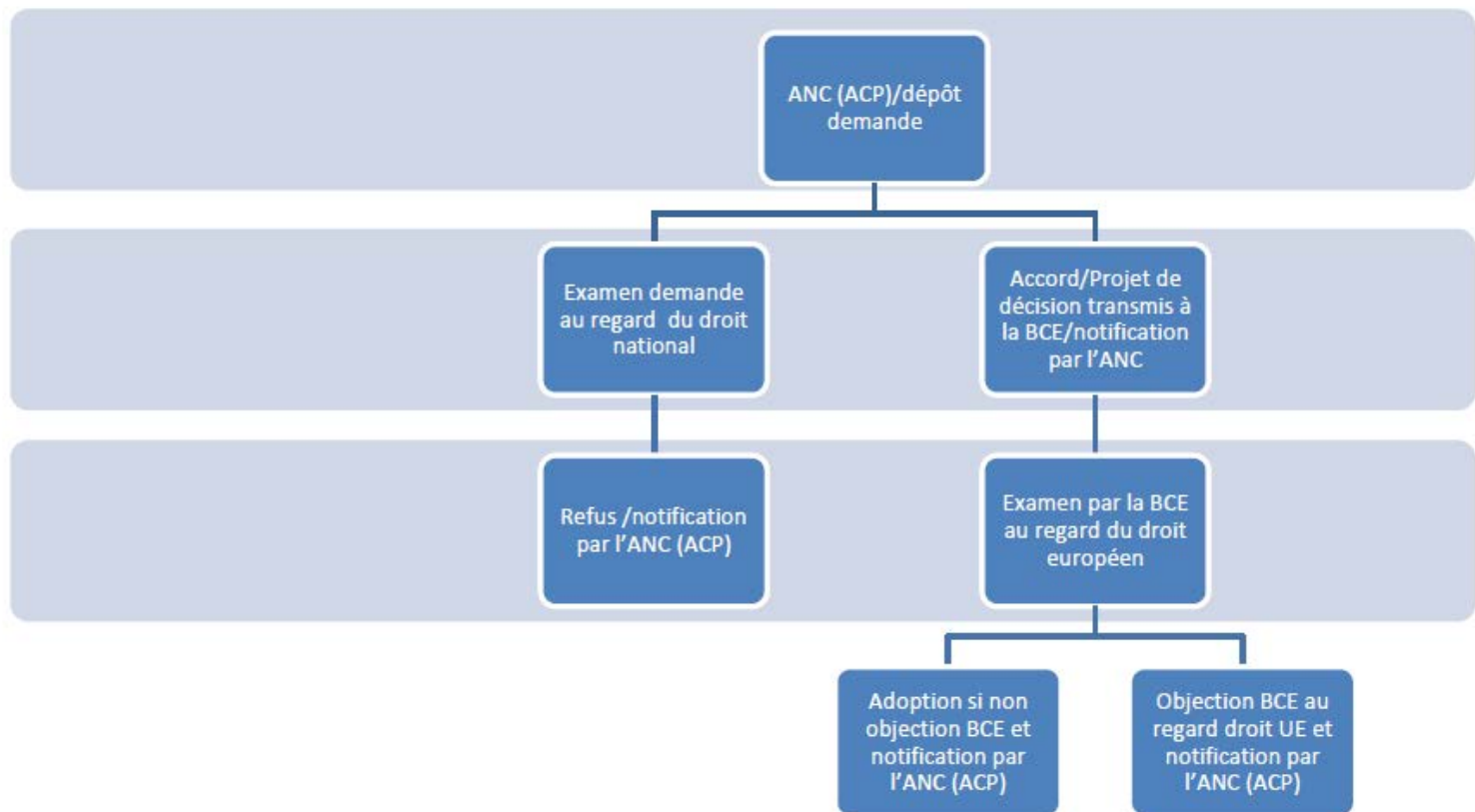
## L'articulation des pouvoirs de surveillance entre BCE et ANC dans le cadre de l'Union bancaire

	Entités significatives	Entités moins significatives	Règlement Instructions générales du MSU	Décisions de contrôle et police	Sanction	Recours Juridiction compétente
<b>BCE</b>	OUI (aidée par les ANC/l'ACP)		OUI	OUI (entités sous la supervision directe)	OUI (pécuniaire/droit UE directement applicable/ personnes morales)	CEJ (après recours commission interne indépendante le cas échéant)
<b>ANC ACP</b>		OUI (dans le cadre et sous la surveillance de la BCE)		OUI (entités qui demeurent sous la supervision directe ANC/ACP)	OUI (-idem police: toutes sanctions; toutes personnes morales et physiques dans le champ de la supervision ANC -sanctions à la demande BCE pour les personnes sous supervision directe : infractions au droit de l'UE non directement applicable, personnes morales et physiques)	Nationale Conseil d'Etat

Source:ACPR

## L'articulation des pouvoirs de surveillance entre BCE et ANC dans le cadre de l'Union bancaire

*Procédure d'agrément et de contrôle à deux niveaux*

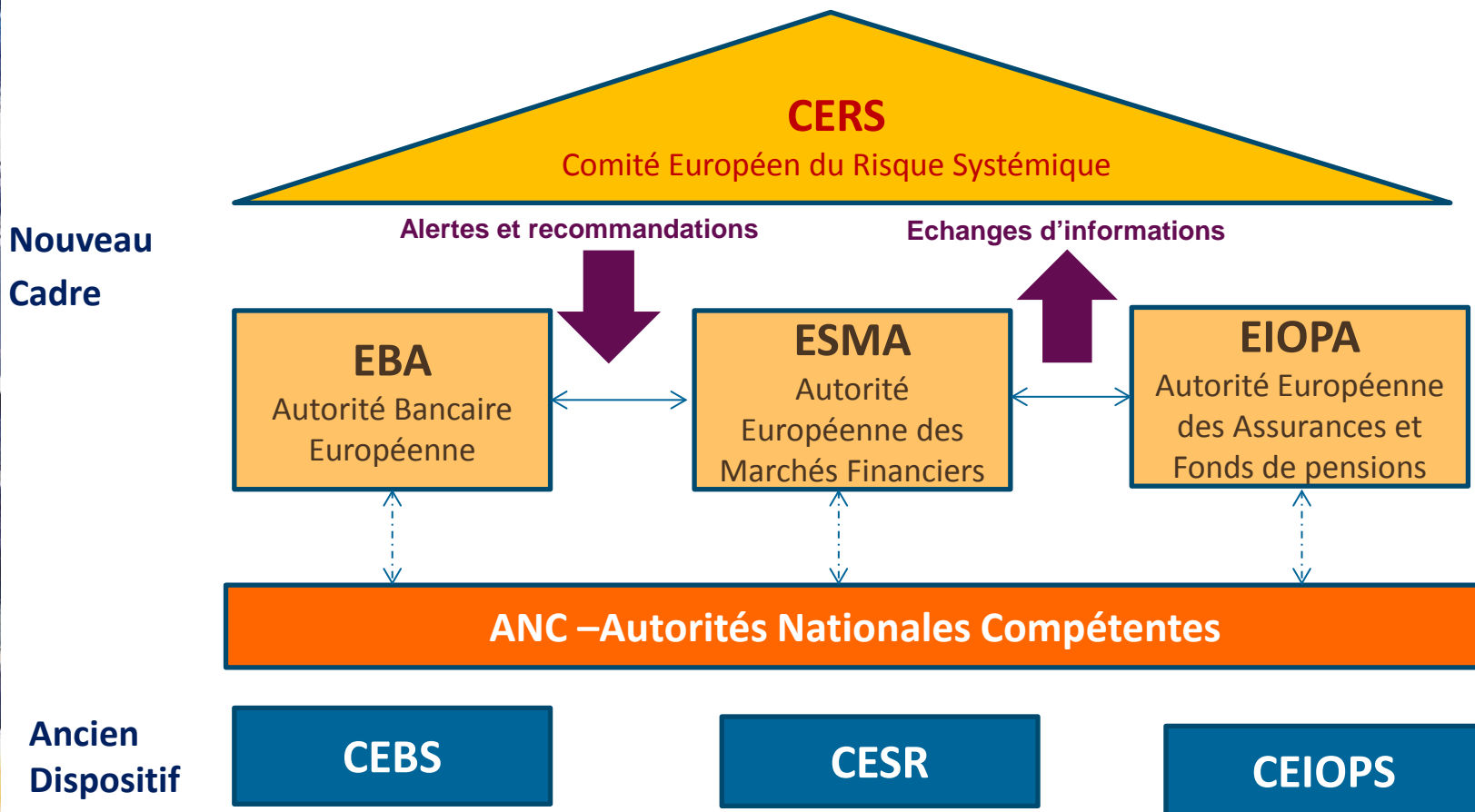


Source: ACPR



## L'articulation des pouvoirs de supervision entre autorités européennes et régulateurs nationaux

Le 1er janvier 2011, la nouvelle procédure Lamfalussy révisée est entrée en vigueur. L'EBA (secteur bancaire), l'ESMA (secteur financier) et l'EIOPA (secteur assurance) dotées de pouvoirs renforcés en tant qu'autorités européennes de supervision (ESAs) sont en charge de la microsurveillance tandis que le CERS assure la macrosurveillance.





## L'articulation des pouvoirs entre autorités européennes de supervision et régulateurs nationaux

- ✓ **Les 3 ESAs ont hérité de l'ensemble des fonctions qui incombait anciennement aux 3 comités consultatifs de niveau 3.**
- ✓ **Les nouvelles responsabilités et pouvoirs des 3 ESAs incluent:**
  - **Elaboration de guidelines, FAQ, recommandations à priori non –binding (débat en cours sur la portée juridique de ces outils);**
  - **Conduite de peer reviews, rôle de médiation pour les litiges entre autorités nationales;**
  - **Promotion de la coopération, de la coordination et de la convergence en matière de supervision ;**
  - **Facilitation des relations entre autorités de l'E-M d'origine et l'E-M d'accueil en assurant notamment un fonctionnement cohérent des collèges de superviseurs, en collectant l'information et en établissant des bases de données centralisées reposant sur des reportings standardisés ;**
  - **Surveiller les évolutions du marché et formuler des avis aux Institutions de l'UE.**
- ✓ **Les 3 ESAs ont également un rôle à jouer en matière de relations extérieures avec les pays tiers (dialogue transatlantique ) et les autorités internationales de supervision (FMI, IOSCO, Comité de Bâle)**

## L'articulation des pouvoirs de supervision entre autorités européennes et régulateurs nationaux

